



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPIR

DELIBERATION

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai, à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de la Commune de Coustouges, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 16 mai 2025.

Etaient présents (25) :

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MMES Marie COSTA, Michelle DUNYACH, MM Richard COLL, Frédéric DEPERROIS, Jean-Victor HERETE, Alain LLAURENSY.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MM Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI, André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Michel ANRIGO.
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX
- Conseiller de Lamanère : -
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : MME Martine PADROSA, suppléante
- Conseiller de Montferrer : M. Jean-Marie GOURGUES.
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : MME Jeanne MAISON, M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN et MM Yves BENASSIS, Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : M. Guy METIVIER.
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA.
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN.

Absents excusés (5) MMES Catherine BARNEDES, Simone BERIO, Gisèle JUANOLE, Jocelyne RIBUIGENT, Magali YOVANOVITH.

Pouvoirs (5) : MMES Martine BONASTRE (procuration à Daniel BAUX), Anne-Marie GRAVE, Danielle HERBAIN (procuration à Marie COSTA), MM Bernard REMEDI (procuration à Jeanne MAISON), Alexandre REYNAL (procuration à Louis CASEILLES).

Soit 25 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

Monsieur David PLANAS est élu secrétaire de séance.

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE : Modification de l'intérêt communautaire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L2224-37, L5211-17 et L5214-16-IV ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°180/2024 du 12 décembre 2024 relative à la modification de l'intérêt communautaire ;

CONSIDERANT qu'à l'exception des Communes de La Bastide, Taulis, Saint Marsal, Montbolo et une fraction de celle d'Amélie-les-Bains-Palalda, le territoire de la Communauté

de Communes du Haut Vallespir n'est pas couvert par un Plan d'Aménagement des Forêts contre les Incendies (PAFI) ;

CONSIDERANT que celui – ci définit de manière cohérente les interventions à réaliser en vue de protéger un massif contre les incendies et de mettre en valeur ses ressources. C'est un document d'aménagement du territoire et de planification. Il comporte des descriptions d'ouvrages, des cartes d'implantation, des estimations de coûts... Un PAFI comporte deux phases : Une étude qui, à partir d'un état des lieux, propose des actions et des aménagements. Et ensuite la mise en œuvre des propositions formulées dans l'étude, par la recherche de financements et leur programmation et par leur réalisation concrète sur le terrain ;

CONSIDERANT qu'à l'exception des Communes de La Bastide, Taulis, Saint Marsal, Montbolo et une fraction de celle d'Amélie-les-Bains-Palalda, le territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir n'est pas couvert par un PAFI ;

CONSIDERANT qu'il est envisagé, et à la demande des services de l'Etat, que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) se dote d'un tel outil, compte tenu de l'importance de l'aléa pour l'ensemble du territoire de la Communauté de Communes du Haut Vallespir. Pour ce faire, il convient d'intégrer cet aspect dans le Recueil de l'Intérêt Communautaire au titre de la compétence *« protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie »*. Etant précisé que seule l'élaboration du document de planification relèverait de la compétence de l'EPCI. Il reviendrait aux Communes concernées, de mettre en œuvre et supporter les investissements qui en découleraient ;

CONSIDERANT que dans le cadre des actions diligentées au titre de *« l'aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire »*, la Communauté de Communes du Haut Vallespir ambitionne de déployer sur les Communes membres des bornes de recharge pour Vélos à Assistance Electrique (VAE) ;

CONSIDERANT que la compétence concernerait la mise en place et l'organisation d'un service destiné à la création, l'entretien et l'exploitation de dispositifs de recharge pour Vélos à Assistance Electrique (VAE). Elle s'appliquerait aux infrastructures de charge ouvertes au public intégrées au réseau intercommunal dans le cadre du service organisé par l'EPCI. Les infrastructures pouvant être déployées sur le domaine public ou, selon les modalités prescrites à l'article L2121-1 du Code Général des Personnes Publiques, sur le domaine privé communal mis à disposition par la collectivité sans aucune restriction d'accès ;

CONSIDERANT que dans le cadre des opérations initiées au titre de *« la politique du logement et du cadre de vie »*, la Communauté de Communes du Haut Vallespir adhère au Programme d'Intérêt Général (PIG) « Mieux se loger 66 » ;

CONSIDERANT que le PIG « Mieux se loger 66 » est appelé à disparaître en début d'année 2026 et que la Communauté de Communes entend poursuivre son accompagnement en faveur des ménages *« très modestes »* et *« modestes »* aux fins de leur permettre de réhabiliter, rénover énergétiquement ou adapter leur logement ;

CONSIDERANT qu'il est envisagé de revoir la rédaction de cet item afin de s'assurer que le soutien de la Communauté de Communes du Haut Vallespir s'appliquera également aux dispositifs appelés à remplacer le PIG et notamment le Pacte Territorial ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Haut Vallespir souhaiterait accroître son implication dans le cadre de la santé de proximité. Ainsi, il est envisagé de permettre à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de mettre en œuvre, au sein des structures médicales et médico-sociales, des actions en faveur des publics fragiles ;

CONSIDERANT que les modifications introduites seront exécutées et réglées dans les mêmes conditions que celles figurant dans la délibération n°180/2024 précitée. Ainsi, toutes les prescriptions qui ne seraient pas contraires aux dispositions de ladite délibération demeurerait applicables ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** d'actualiser le recueil de l'intérêt communautaire au regard des modifications susvisées ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

Certifié exécutoire après :

Transmission en Préfecture le :

Publié sur le site internet :

Fait à Arles sur Tech, le 22 mai 2025,

Le secrétaire de séance

David PLANAS

Le Président

Claude FERRER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.